

La France soulagée, après le vote de ce 23 avril? On en est loin.

Certes les marchés financiers ont aussitôt pavoisé, avec juteuses orientations à la hausse, la presse internationale a jubilé, les dirigeants européens ont respiré et gratulé. Mais de fait, rien n'est joué.

Certes les tartufferies de M. Fillon ont été sanctionnées, la psycho-rigidité égocentrée de M. Hamon de même, et les français, las des manoeuvres d'appareil, ont mis hors jeu les partis traditionnels, de droite comme de gauche, jugés impuissants à gouverner positivement la France. La morale est sauvée, merci Molière, et le paysage s'éclaire, ou tout au moins s'entre-ouvre. C'est oublier un peu vite que Mme Le Pen est qualifiée pour le vote final. Que la condamnation morale du Front National ne fait plus recette, que le „front républicain“ qui avait fait barrage au père Le Pen en 2002 ne va plus de soi, loin de là, et qu'une partie de la France se dit que Mme Le Pen pose les bonnes questions, et serait même en mesure d'y apporter les bonnes réponses.

Et face à un Emmanuel Macron qui, dans ces premières heures d'après premier tour, semble faire l'erreur clintonienne de considérer la victoire comme acquise, et de se positionner déjà dans l'après second tour, l'arrogance perçant déjà sous l'habile et juvénile stratège, Marine Le Pen est passé brutalement à l'offensive, avec, il faut bien le reconnaître, un certain brio.

S'adressant aux électeurs de Mélenchon, qui eux aussi ont réfuté les partis historiques, et proviennent en grande partie des mêmes classes socio-économiques et des mêmes zones géographiques que les électeurs du Front National, Marine Le Pen a fait un appel direct et ciblé: vous, électeurs de la „France insoumise“ de M. Mélenchon, vous n'allez quand même pas voter pour la France soumise de M. Macron! Soumise à la finance internationale, à la mondialisation, à la logique néo-libérale destructrice d'emplois, à l'Europe aveugle aux problèmes nationaux, à l'immigration incontrôlée, à l'islam expansif, à la perte progressive de la laïcité. Tous thèmes auxquels effectivement les électeurs de Mélenchon, même avec une lecture de gauche radicale, sont plus que sensibles.

Et d'ailleurs, si environ une moitié des électeurs de Mélenchon se dit prête à voter Macron, la plupart annoncent le faire à contre-cœur, quasi avec répulsion envers l'ex-banquier de chez Rothschild et ministre de Hollande. Et les autres disent vouloir s'abstenir, ou voter blanc, ou

même pour 9% d'entre eux, voire 16% selon différents sondages, voter Le Pen.

Evidemment l'impact psychologique et médiatique de ce terme de „France soumise“ n'est pas à sous-estimer. Le roman de Houellebecq „La Soumission“, où de renoncement en renoncement, de tolérance bien-pensante en glissements idéologiques, la France finit par élire un Président de religion musulmane, et intègre l'intolérance islamique comme une valeur commune, est encore dans toutes les têtes. Et fait référence pour le déclinisme ambiant.

Et en janvier dernier, l'historien Georges Bensoussan, spécialiste de l'antisémitisme et de la Shoah, peu suspect de complaisance envers les thèses frontistes, a publié un ouvrage remarqué sur l'emprise exponentielle de l'islam radical en France, quinze ans après son étude sur les „territoires perdus de la République“, sous le titre: „Une France soumise“.

Marine Le Pen a donc fait un coup sémantique parfait, en évoquant par analogie une

France houellebecquisée, ou islamisée, si jamais elle se jettait dans les bras du mondialiste néolibéral Macron. Sans parler du retournement sémantique, dont les extrêmes-droites sont partout passées maître, quand on se remémore la France occupée et pétainiste, décrite par les commentateurs d'alors, après l'armistice de 1940 signé par Pétain, comme une France soumise, soumise à l'occupant germanique et au pouvoir nazi. Lorsque l'on connaît les origines idéologiques des fondateurs du Front National, cela ne manque pas de sel..

Donc si l'on comprend bien, la France insoumise, la vraie, celle d'aujourd'hui, c'est celle de Mme Le Pen. Une France qui d'après les premières projections statistiques, sur la base des résultats du premier tour des présidentielles, pourrait envoyer une centaine de députés frontistes au Parlement aux prochaines législatives. M. Mélenchon doit donc encore d'ici là se battre comme un lion pour garder la propriété du label des „insoumis“. Et tenter de faire contre-poids au Parlement. Mais là encore l'affaire n'est pas jouée. La droite conservatrice revancharde, débarrassée de l'estampillage fillonesque indigne et amoral, forte de ses bastions et personnalités locales, pourrait en rassemblant ses forces faire un score aux législatives beaucoup plus élevé que son score éliminatoire au premier tour des présidentielles. Et créer au Parlement une force de blocage, et contraindre le Président Macron à la cohabitation. Et même allons un peu plus loin, en s'associant avec les élus du Front National, rendre la France ingouvernable.

L'ambitieux et jeune quinquagénaire Baroin, sarkozyste et président de l'Association des Maires de France, pressenti par Fillon pour être son premier ministre en cas de victoire, pour soi-disant éviter le pire, a déjà fait des offres de service à Macron pour devenir par alliance son prochain premier ministre. „L'hypocrisie est un vice à la mode“ disait déjà le fort fûté Molière, en son „Dom Juan“. Et la foire aux vanités est sans limites. En tout cas l'exercice de haute voltige pour agréger tendances et sensibilités de tous bords en un gouvernement viable peut se révéler être très frustrant, une sorte de recyclage hollando-sarkozyste qui ne dirait pas son nom, bref une trahison généralisée.

Emmanuel Macron est persuadé qu'il échappera à ces pratiques honnies, et que les

électeurs lui donneront une majorité absolue au Parlement, en votant pour les candidats de son mouvement „En marche“, bouleversant ainsi avec de nouveaux visages et de nouvelles pratiques les jeux parlementaires habituels. Cet optimisme convient au tempérament du jeune prodige auquel jusqu'ici tout a réussi. Certains observateurs, y compris dans ses propres rangs, commencent à en douter.

Et si cela était, c'est-à-dire s'il n'obtenait qu'une majorité relative, commenceraient alors de nouveau les tractations d'appareil, comme au bon vieux temps, et les compromis programmatiques, tueurs de rénovation de la vie politique et gouvernementale. Et il ne pourrait pas longtemps gouverner par ordonnances, comme il l'a par exemple annoncé pour le début de son mandat en matière sociale et de droit du travail -ce que la France „insoumise“, de gauche comme de droite extrême, c'est-à-dire plus de 40% des votants du premier tour, ou même 48% si l'on compte les trotskystes et les souverainistes, on peut en faire le pari, ne serait pas enthousiaste à avaler sans rébellion. Certains disent même que la crise institutionnelle menace à court terme. Et que Macron risque d'offrir un boulevard à Madame Le Pen pour les prochaines Présidentielles, dans cinq ans, ou anticipées.

Nos deux finalistes, l'un ayant poussé Hollande le mal aimé vers la sortie, et l'autre ayant mis au rebut son épouvantail de père, ont un point commun: la pratique non inconsciente du parricide. Nos amis les grecs anciens nous avaient déjà prévenus, dans quelques tragédies célèbres, que cela n'augurait en général pas d'une société harmonieuse dans ses immédiats lendemains.

Le soulagement, tant loué à l'étranger, n'est donc qu'un leurre. Le climat de France n'est pas vraiment au beau fixe. Les lendemains ont de fait des airs de chanson triste, et il n'est jamais agréable de jouer les Cassandre. Reste à espérer que la politique réelle démente la politique-fiction.

Mais pour tout dire, même avec Macron, Molière continue de ne guère sourire.

28.04.17